

<http://www.snetap-fsu.fr/Reforme-du-Bac-pro-3-ans-et.html>



Réforme du Bac pro 3 ans et réforme du lycée : affirmons nos exigences !

- Les Dossiers - Pédagogie -

Date de mise en ligne : vendredi 3 octobre 2008

Date de parution : 3 octobre 2008

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Les Organisations Professionnelles Agricoles et des associations d'enseignants aux côtés des personnels de l'Enseignement Agricole Public !

Réforme du Bac pro 3 ans

Le 24 septembre 2008, la [FNSEA](#), les [JA](#) et l'UNEP [1] ont quitté la table des négociations avec le ministère de l'Agriculture et de la Pêche !

Dans un communiqué de presse du 25 septembre, la profession agricole affirme que la réforme du Bac Pro en 3 ans « n'est pas transposable in extenso à l'enseignement agricole » et que la suppression du [BEP](#) est « une aberration en agriculture ».

Les organisations représentant la profession demandent « qu'un élève puisse, à l'issue de la seconde professionnelle, être orienté soit vers le [BEP](#), soit vers le Bac pro. Après le BEPA, il doit pouvoir s'arrêter là ou poursuivre sa formation en Bac pro. »

Les représentants des professions agricoles souhaitent préserver les spécificités de l'enseignement agricole : « professionnalisation, insertion scolaire, sociale et professionnelle, élévation des niveaux de qualification ».

Pour les organisations professionnelles représentatives, « l'optimisation des moyens est certes nécessaire mais les préoccupations budgétaires ne doivent pas nuire à la qualité de l'enseignement. »

Ces exigences rejoignent celles signifiées au Ministre de l'Agriculture par la Confédération Paysanne (communiqué de presse du 26 mai 2008) et par le [MODEF](#) (courrier du 30 septembre 2008, communiqué du 1er octobre reproduit en bas de page).

L'Intersyndicale de l'Enseignement Agricole Public (Snetap-[FSU](#) / Sfoerta [FO](#) / Syac [CGT](#) / [SUD](#) Rural) retrouve dans cette attitude les exigences qu'elle a toujours défendues.



Téléchargez l'affichette en cliquant sur l'image.

Plus que jamais, il est temps que le Ministre les entende et ouvre une vraie négociation sur la réforme de la voie professionnelle, dans l'intérêt des élèves et du monde rural.

Réforme du lycée

Inquiétudes et mobilisation des associations d'enseignants de Physique Chimie (UdPPC [2] / APEPA [3]) / Biologie (APBG [4]) / SES (Apses [5])

Semestrialisation de l'année scolaire, modularisation des enseignements, annualisation des services des enseignants : telles sont les orientations principales que l'actuel gouvernement compte donner à la réforme du lycée qui devrait débiter par la mise en place d'une nouvelle seconde dès la rentrée 2009.

Ces derniers jours, les appels d'associations d'enseignants aussi bien à l'Education Nationale que dans l'[EAP](#) se multiplient pour dénoncer en particulier la disparition annoncée des disciplines scientifiques des « enseignements fondamentaux », et la volonté manifeste d'amputation des horaires élèves.

L'UdPPC et l'APEPA affirment ainsi avec raison « qu'il est impossible d'avoir un enseignement fondamental composé à 70% de disciplines non scientifiques dans une classe dite de "détermination" », et d'ajouter « Par ailleurs, alors que dans les collèges s'ouvre le travail d'orientation, il est actuellement impossible de présenter aux élèves de 3eme les formations qui leur seront proposées l'an prochain. Aussi, soucieux de l'intérêt des élèves et de leurs familles, nous demandons un report d'un an de la réforme. » (courriers du 27 septembre 2008).

L'APBG insiste sur le fait que « les projets sont encore plus graves car ils risquent de démanteler les disciplines et en particulier la biologie pour la réduire à des modules "indépendants" et au choix ! » (courrier du 25 septembre 2008).

Le Président de l'APSES renchérit : « Nous craignons un démantèlement de notre enseignement. En classe de Seconde, on pourrait tomber de 80 heures aujourd'hui pour ceux qui prennent l'option à 50 heures. En première et terminale, il risque d'être éclaté avec de la gestion, l'étude de l'entreprise, ... Du coup, l'essence même de cette discipline, qui vise une formation citoyenne, disparaîtrait. » (article paru dans Libération le 1er octobre 2008).

Les mouvements pédagogiques (à l'image de l'UdPPC qui rappelle qu'elle n'avait plus appelé à une manifestation depuis 1906) s'inscrivent dans l'appel lancé par l'ensemble des organisations syndicales de l'éducation à manifester à Paris le 19 octobre pour l'avenir d'un grand service public laïque d'Education.

Signons massivement [l'appel en ligne](#).

La FSU et ses syndicats nationaux sont pleinement engagés dans le travail de fond qui s'impose pour une réforme du lycée ambitieuse et qui ne se soit pas conçue à la seule aune des économies budgétaires...

Le [SNES-FSU](#) a ainsi obtenu l'assurance par la voix du directeur de cabinet du Ministre de l'Education Nationale (courrier du 22 septembre 2008) que « les propositions formulées à ce stade constituent des hypothèses de travail qui ne préjugent pas de la décision finale du ministre ».

Du côté de l'Enseignement Agricole, les inquiétudes sont plus vives encore, dans la mesure où la question du maintien de la voie générale dans l'EA est clairement posée...

Interrogé par les représentants du SNETAP-FSU lors du [CTPC](#) du 25 septembre, le [DGER](#), après avoir rencontré le recteur De Gaudemar, en charge de la réforme, s'est dit « inquiet et vigilant par rapport à cette réforme du lycée sur laquelle l'Enseignement Agricole n'a pas la main ».

Le Bureau National du SNETAP-FSU du 1er octobre 2008, devant les enjeux pour l'EAP, a décidé d'une part de demander à être reçu ès qualité par la Commission qui pilote la réforme du lycée à l'[EN](#), et d'autre part de s'adresser à l'Inspection de l'EA afin d'échanger sur la nouvelle architecture et les contenus qui doivent absolument prendre corps pour les voies générale et technologique en lycée agricole.

Enfin, un groupe de travail du secteur "pédagogie et vie scolaire" du SNETAP-FSU, épaulé par l'ensemble des catégoriels enseignants, se réunira pour une journée d'étude le mardi 14 octobre 2008.

Réforme du Bac pro 3 ans et réforme du lycée : Il y a urgence à poursuivre la mobilisation

engagée dans l'EAP !

- Généralisation de la rétention des notes dans nos lycées, déjà une quarantaine d'établissements engagés...
- Participation massive à la manifestation nationale du 19 octobre 2008 à Paris pour une autre école !

Communiqué du bureau national du Snetap-FSU

1er octobre 2008

Communiqué du Modef

NON AU BAC PRO [EN](#) 3 ANS

Michel BARNIER présidera le 7 octobre prochain le Conseil National de l'Enseignement Agricole. Figure à l'ordre du jour le 5ème schéma prévisionnel national des formations.

L'avenir de l'enseignement agricole public est posé et notamment par le projet de réforme proposé par la direction générale de l'Enseignement et de la Recherche du Bac pro en 3 ans.

Pour le MODEF, le parcours d'accès au Bac pro en 4 ans (BEPA 2 ans + BAC pro 2 ans) n'est pas un handicap mais une condition de réussite pour un grand nombre d'élèves dont les résultats ont fait leurs preuves.

La disparition de fait du BEPA ne répond pas aux exigences de qualification dont a besoin l'agriculture, à l'inverse la reconnaissance professionnelle de ce diplôme est une porte d'entrée vers la formation. Il est avéré que les acquis du BEPA permettaient à 8 élèves sur 10 de poursuivre des études de niveau supérieur.

Réforme du Bac pro 3 ans et réforme du lycée : affirmons nos exigences !

Le MODEF s'oppose à cette réforme du BAC pro en 3 ans. La profession agricole, les organisations syndicales rejettent au-delà de leurs sensibilités mais de façon convergente ce projet. Par courrier, le MODEF en appelle au ministre quant à l'abandon de celui-ci.

Notre organisation syndicale, privilégie l'homme au coeur du développement. Nous pensons que les jeunes peuvent être le socle de construction d'une société plus juste, plus vivante.

L'heure est pour nous d'un changement de politique agricole où les jeunes salariés et exploitants auront les moyens de vivre de la rémunération de leur travail et d'exercer pleinement leur citoyenneté.

Pour le MODEF la formation scolaire et continue en est un enjeu, elle est une des conditions de la promotion de l'emploi agricole, agro-alimentaire et de l'installation de jeunes exploitants.

Angoulême, le 1er octobre 2008

Xavier COMPAIN

Président du MODEF

[1] Union Nationale des Entreprises du Paysage

[2] Union des Professeurs de Physique Chimie

[3] Association des Physiciens de l'Enseignement Public Agricole

[4] Association des Professeurs de Biologie Géologie

[5] Association des professeurs de sciences économiques et sociales